

Initiatives ministérielles

puis de l'unité. Je leur dis à n'importe quel moment: Venez sur n'importe quelle tribune.

Monsieur le Président, dans les dernières semaines, il y a eu des débats dans 26 cégeps du Québec, et dans la plupart des cas, aucun élu libéral n'a eu le courage de se présenter devant l'électorat, devant les étudiants. Ils ont été obligés d'envoyer des espèces de petits *side-kicks* du parti. Je sais que mon collègue du NPD et nous du Bloc québécois avons participé. On n'a pas demandé à Radio-Canada de faire le *job* à notre place. La réalité c'est qu'on voit des gens qui sont désespérés, qui n'ont plus personne pour véhiculer leurs messages et qui voudraient maintenant substituer à la conviction les moyens du gouvernement et de l'État fédéral.

Monsieur le Président, on a été victime de cela une fois et je dois admettre que c'est à l'époque où moi-même j'ai vu le Centre d'information sur l'unité canadienne *dumper* littéralement des millions et des millions de dollars sur le Québec. C'est un dénommé Paul Tellier qui était en charge, vous devez revoir cet ombrage dans les tableaux du gouvernement à ce moment-ci, mais la réalité est la suivante: autant à cette époque, en 1980, il y a eu des abus de cette nature, autant ce serait maintenant inacceptable.

Et je dis aux tenants du fédéralisme: Allez-y avec vos convictions, avec des arguments, mais n'essayez pas cette fois-ci d'utiliser des moyens fédéraux, le pouvoir de dépenser d'Ottawa pour essayer d'acheter l'adhésion des Québécois. Vous allez manquer le bateau. Chaque tentative d'achat d'adhésion va entraîner un rejet massif. Et ce n'est pas pour rien que la vision défendue par le chef du Parti libéral du Canada n'a que 6 p. 100 d'adhésion, monsieur le Président, au Québec. Ce n'est pas Radio-Canada qui a fait le trouble, c'est le chef du Parti libéral du Canada lui-même, à 6 p. 100. Quand bien même il passerait tous les soirs à Radio-Canada, il ne convaincra pas personne, monsieur le Président. Par conséquent, je leur dis: N'essayez pas d'utiliser l'argent des contribuables fédéraux pour vendre votre salade. Allez-y avec vos convictions, allez-y avec des arguments de poids. La propagande c'est fini, monsieur le Président!

[Traduction]

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, quel soulagement de pouvoir prendre la parole! Je peux seulement dire que les pures bêtises que vient de nous servir le député de Shefford nécessitent qu'on y réponde même si on se trouve à donner une certaine valeur à ces absurdités seulement en les mentionnant.

Je crois sincèrement que le député qui vient de parler n'a absolument aucun respect pour l'intégrité journalistique, aucun respect pour le professionnalisme des journalistes de Radio-Canada et aucun respect pour les journalistes en général. Je suis heureuse de voir applaudir le député de Halifax-Ouest. J'espère qu'il est du même avis que moi, qu'il estime que l'unité nationale est une bonne chose. Peut-être que non. Il aura sans doute l'occasion de le dire lui-même.

C'est tragique de constater aujourd'hui que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays, de l'est à l'ouest, du sud au nord, au Québec et à l'extérieur du Québec, se demandent qui défend les intérêts du Canada. À quel moment est-ce devenu un crime dans l'esprit des députés de parler en faveur de l'unité nationale? À quel moment est-ce devenu une sorte de honte, pour reprendre les paroles du député qui a parlé avant moi, de se montrer en faveur de la survie et de la croissance de notre pays? À quel moment est-ce devenu de la propagande?

Je ne peux pas croire qu'une personne qui siège ici, à la Chambre, qui parle ou prétend parler à la Chambre au nom des Canadiens, puisse vraiment se lever pour parler contre l'unité nationale. Si c'est le cas, c'est un bien triste moment pour notre pays.

Le mandat de la Société Radio-Canada relativement à l'unité nationale existe depuis très longtemps. C'est quelque chose qui, selon l'ancien président de Radio-Canada, Pierre Juneau, ne nuisait en rien à la capacité de la société de servir son public varié et multiculturel.

Le 16 mai, le *Citizen* d'Ottawa rapportait que Radio-Canada était en agent de promotion de l'unité nationale, qu'elle devait le demeurer et qu'elle était aussi un rempart contre les diverses forces décentralisatrices. Tous les députés qui siègent à la Chambre savent quelles sont ces forces décentralisatrices. Il y en a des centaines. Il y a les questions de langue, de culture, de géographie et de régionalisme dont chacun de nous, dans notre province ou ici, à Ottawa, ne cesse de se préoccuper quotidiennement.

Les choses qui nous séparent font partie intégrante de notre expérience en tant que Canadiens. Elles font ce que nous sommes. Andrew Coyne écrit dans *The Financial Post* qu'elles nous apprennent à nous connaître. Elles nous rappellent que nous ne sommes pas parfaits et que nous avons une multitude de problèmes, mais aussi que nous avons survécu 123 ans et que, si Dieu le veut, nous serons là tant que la terre existera. Évidemment, tant que ce gouvernement sera au pouvoir, cela risque d'être un problème.